

Jean ZYROMSKI

*Pour sauver la Démocratie
et la Paix*

**OUVREZ
LA FRONTIÈRE !**

PRÉFACE DE
FRANCIS JOURDAIN

**EDITE PAR LE COMITÉ MONDIAL
CONTRE LA GUERRE ET LE FASCISME
38, Boulevard Raspail, PARIS-VII^e**

Imprimerie Centrale
5, Rue Erard, 5,
PARIS (XII^e)

Prix : 1 franc.

Préface

L'autorité que confèrent à Jean Zyromski et son expérience politique et son dévouement, s'est trouvée singulièrement accrue par l'intelligence avec laquelle, dès juillet 1936, il suivit les événements dont il pressentait si justement le redoutable développement. Dans la « Tribune Libre » du Populaire, il consacra au drame espagnol une série d'articles dont le Comité Mondial contre la Guerre et le Fascisme a jugé utile de réunir quelques passages particulièrement significatifs.

Les dates de ces articles témoignent aujourd'hui de la perspicacité dont notre ami n'a cessé de faire preuve. Les idées qu'il y exprime avec pertinence sont celles dont notre Comité Mondial est fier de s'être, lui aussi, fait le défenseur; mais si nous avons demandé à Jean Zyromski de nous laisser publier ces textes, ce n'est cependant pas pour partager avec lui le bénéfice tardif et vain d'un facile triomphe. Nous ne prononcerons le mot triomphe que lorsque la douloureuse République espagnole aura été rendue à ses destinées. Il serait, de notre part, puéril de vouloir « marquer le coup » et taquiner tel ou tel en apportant les preuves que nous avons raison hier. Nous voulons prouver que nous avons raison aujourd'hui. Nous voulons répandre des idées dont la diffusion est nécessaire à la victoire de demain.

Les arguments présentés par Zyromski n'ont pas qu'un intérêt rétrospectif : ils ont — hélas ! — gardé toute leur actualité. Que la guerre qui ensanglante la Péninsule ne soit pas un conflit spécifiquement espagnol, qu'elle ait été fomentée par les puissances fascistes sans l'appui desquelles elle ne pourrait se poursuivre, qu'elle soit une forme à peine déguisée d'agression étrangère, en même temps qu'une étape de l'attaque fasciste contre la démocratie, c'est ce dont ne

peuvent plus douter que les aveugles, les imbéciles et les complices, ceux qui ont, plus ou moins directement, intérêt à tenter de nier l'évidence, à mentir. Et chaque jour apporte la preuve atroce que la politique de non-intervention, si elle « n'a jamais eu pour objet — comme dit Mr Eden — de favoriser un parti », ne cesse d'avoir pour conséquence d'avantager Franco. Qui pourrait se refuser à le reconnaître, en dehors des laquais occupés à cirer les bottes dont Hitler et Mussolini ont chaussé ce traître ? Qui pourrait aujourd'hui donner tort aux militants dont Zyromski se fait l'éloquent porte-parole en « réclamant inlassablement de la S.D.N. l'accomplissement de son devoir fixé par les règles du Pacte ». La carence de Genève a constitué un honteux encouragement à l'agresseur ; celui-ci en a tiré des avantages dont nous ne cessons de dénoncer les conséquences tragiques. Les subtilités du langage diplomatique ne sauraient nous cacher l'efficacité des efforts adroitement menés pour que Franco soit reconnu (ici de jure et là de facto). A qui le chef rebelle doit-il être reconnaissant de cette reconnaissance ? Au zèle de ses amis, certes, mais l'audace de ceux-ci n'a-t-elle pas été déterminée — et entretenue — par une inertie que le plus dangereux défaitisme cherche maintenant à justifier. C'est encore faire le jeu du fascisme que d'annoncer ou de laisser entendre — en affectant parfois de le déplorer — que la cause républicaine pourrait bien être perdue.

Si contagieux que puisse être ce défaitisme, il n'a fort heureusement pas franchi les Pyrénées ; nos camarades sont là-bas, immunisés contre ses effets par leur indestructible foi en une victoire chaque jour plus méthodiquement préparée, chaque jour rendue plus certaine par les progrès que l'union et une meilleure organisation ont permis de réaliser. Cette foi, rien ne nous autorise à ne pas la partager. La prolongation de la guerre n'est-elle pas déjà, en elle-même, un échec pour les rebelles dont le plan n'aurait pu réussir que s'il avait été très rapidement réalisé. Aucun spécialiste de l'art militaire ne présente comme désespérée la situation des troupes loyales et l'on sait que, du point de vue économique, le gouvernement régulier dispose de ressources lui permettant de tenir beaucoup plus longtemps que l'adversaire. La partie sera irrémédiablement perdue pour celui-ci dès que toute tricherie sera devenue impossible, dès que la compli-

été des compères cessera d'être tolérée. C'est ce respect du droit qu'exigent les vrais défenseurs de la paix et c'est de cette volonté que nous remercions Zyromski de s'être fait l'interprète.

« Nous n'acceptons pas de courir le risque d'une nouvelle guerre pour imposer le respect du droit si indiscutable qu'en soit le principe », disent certains sophistes. Et de nous traiter de bellicistes. Nous protestons avec indignation contre une accusation aussi odieuse qu'absurde. Nous ne faisons pas un geste qui ne soit pour nous cramponner à la paix. Nous la défendons contre la cruauté consciente du fascisme et, avec la même énergie, contre la cruauté inconsciente de la sottise. Est-ce faire reculer la guerre que de faciliter la tâche de ceux qui en proclament la beauté et avouent cyniquement qu'ils mettent en elle tous leurs espoirs ? Est-ce faire reculer la guerre que de donner à ses partisans des chances de la gagner, et de leur laisser acquérir de sérieuses garanties de succès ? Non. Abandonner à des Hitler, à des Mussolini, les positions qui leur permettraient la victoire, c'est abandonner la paix. Céder au fascisme, c'est accepter la guerre. C'est le plus généreux des élans mais c'est aussi le plus sûr instinct de conservation qui a spontanément inspiré le cri poussé dans nos meetings : ouvrez la frontière !

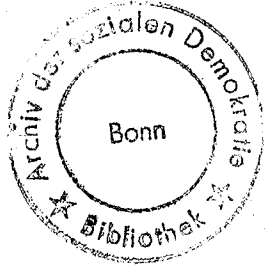
Le sens de ce mot d'ordre n'est pas douteux. Il met en garde contre la folie qui consisterait à laisser se propager l'incendie allumé par Franco avec la torche qu'il tient des mains sanglantes d'Hitler et de Mussolini.

« Ouvrez la frontière ! » C'est, en fin d'analyse, un cri de prudence autant qu'un cri de passion. Notre intérêt s'accorde ici avec notre instinct. La prudence, elle nous fait un devoir de sauver la démocratie espagnole, pour sauver la démocratie française.

Ouvrez la frontière pour assurer la victoire de la République espagnole !

Ouvrez la frontière pour assurer le salut de la République française !

Francis JOURDAIN.



Tout pour assurer la défaite du fascisme !

Nous suivons avec une attention passionnée la guerre déclenchée par le fascisme, le militarisme, le féodalisme contre la République espagnole qui s'est donné un gouvernement démocratique appuyé par toutes les forces de Front populaire.

Mais la sympathie ne suffit pas ; la solidarité ouvrière internationale, « *l'entente et l'action internationales des travailleurs* » ne se limite pas à des formules ou à des textes de congrès ni à des ordres du jour de réunions publiques.

A l'heure actuelle, il n'y a pas de devoir plus impérieux que celui-ci pour des démocrates, pour des socialistes, pour des communistes, pour le « monde du travail » dans son ensemble : *Assurer la défaite de l'insurrection fasciste en Espagne par tous les moyens.*

La victoire de l'insurrection fasciste, c'est la plus grande menace pour l'Europe ; c'est une extension particulièrement redoutable des dictatures fascistes ; c'est l'encerclement de la France ; c'est le mouvement du Front populaire endigué, entravé avec tous les espoirs d'ordre national et international qu'il contient.

Le Gouvernement de la République française a le « droit » incontestable de répondre favorablement aux demandes d'armes, de munitions, de matériel émanant du gouvernement légal, régulier de la République espagnole.

C'est le refus qui constituerait un acte inamical, partial vis-à-vis de ce gouvernement.

Je n'insiste pas sur le devoir primordial de solidarité démocratique, antifasciste, prolétarienne. Il est trop évident.

Mais il faut mettre en relief que l'intérêt le plus immédiat de notre pays, sa sécurité, son développement économique et social pacifique, que toutes ces considérations militent en faveur de la défaite du fascisme espagnol, lié à Mussolini, lié à Hitler.

Que l'on se représente une Espagne fasciste complétant ainsi le système déjà constitué du bloc des Etats fascistes : Allemagne, Autriche, Italie, Hongrie.

Que l'on se représente une Méditerranée occidentale avec Port-Mahon dans l'île de Minorque (archipel des Balears), à la disposition de la flotte mussolinienne pouvant intercepter ainsi les communications Marseille-Afrique du Nord.

Que l'on se représente le rôle dévolu à Ceuta, sur le détroit de Gibraltar, avec une alliance hispano-italienne.

Que l'on songe à une base allemande aux Canaries, en face du Maroc et sur les lignes maritimes de l'Atlantique sud.

Or, ces ententes, ces liaisons entre l'Espagne fasciste et les autres Etats fascistes sont des réalités redoutables. Il faut les dénoncer et clouer au pilori nos pseudo-patriotes français, qui oublient, et foulent aux pieds « l'intérêt national ».

Il faut les démasquer impitoyablement et montrer que *la croissance des antagonismes de classe en profondeur transforme essentiellement le « nationalisme » des bourgeois conservateurs ; les intérêts de classe du capitalisme prédominent sur tous les autres.* Nous le savions déjà, mais jamais la démonstration, la constatation n'avaient été aussi claires, ni aussi pertinentes. Ce développement du fait de la lutte de classe, fixe au surplus des problèmes de méthode et d'action sous des angles renouvelés ; nous y revenons.

Mais pour l'instant, l'heure n'est pas aux controverses, l'heure est au soutien matériel à nos frères d'Espagne. Notre pays est dans une situation géographique telle par rapport à l'Espagne que c'est de lui que peut provenir l'aide la plus rapide et la plus efficace. Le gouvernement de la République française peut s'appuyer à la fois sur le droit public international, sur le pacte de la Société des Nations, sur les exigences de la solidarité démocratique européenne, sur le devoir de la solidarité prolétarienne internationale, sur l'intérêt de la sécurité du pays.

Allons, aucune hésitation n'est possible.

4 août 1936.

L'Intervention au profit des rebelles !

C'est la question qui se pose brutalement. Après l'admirable discours d'Alvarez del Vayo devant l'assemblée de la Société des Nations, après les conclusions de la commission d'enquête britannique sur les effets de la politique de non-intervention dans la guerre civile d'Espagne, après le document distribué par les soins de la délégation espagnole à la S. D. N. sur les preuves de la violation de l'accord de non-intervention, il n'est plus possible de se taire, il n'est plus possible de se réfugier dans l'équivoque; il n'est plus possible de continuer à être dupe.

Les heures passent; les nouvelles du front font apparaître le danger toujours plus menaçant; la situation s'aggrave.

La disproportion entre l'armement des rebelles et celui des troupes gouvernementales s'accuse au profit des premiers.

Encore une fois, il s'agit, devant les preuves manifestes, éclatantes de l'intervention directe des puissances fascistes, devant l'attitude cynique du Portugal, de revenir sur une politique qui supposait une observation loyale de la part de tous. Et ce que nous réclamons, ce n'est pas une intervention, c'est simplement l'abrogation d'une mesure « hostile », d'une mesure de défiance à l'égard d'un gouvernement légal, régulier, ami. Cette mesure qui consiste, nous le rappelons, dans l'interdiction d'exportation, de réexportation et de transit de tout matériel de guerre à destination de l'Espagne, accule le gouvernement républicain à la défaite.

Situation tragique. Elle doit cesser au plus vite; je sais que l'émotion grandit dans les organisations syndicales. La C. G. T. a parlé; l'idée de la « reconsidération » gagne de jour en jour du terrain. Mais il n'y a plus une minute à perdre. Le facteur *temps* a un rôle décisif.

Depuis des semaines je ne cesse d'agir par tous les moyens en mon pouvoir pour montrer la duperie sinistre de la « non-intervention ».

Je laisse la parole à Del Vayo :

« Nous accepterions une politique rigoureuse de non-intervention. Nous n'avons demandé à personne ni intervention, ni aide. Mais quand le régime normal des relations commerciales avec l'Espagne se trouve soudain interrompu, quand les contrats conclus par le gouvernement espagnol avant le soulèvement sont annulés, qu'il nous soit permis de déclarer, une fois de plus, que cette politique de non-intervention a été faite uniquement au détriment du gouvernement et par conséquent au profit des rebelles. »

Et plus loin :

« Dans la pratique, ce qu'on appelle la non-intervention se traduit par une intervention effective, directe et positive en faveur des rebelles.

« Dans la note qu'au nom de mon gouvernement j'ai eu l'honneur de faire parvenir aux puissances signataires de l'accord de non-intervention et que je mets à la disposition du secrétariat de la Société des Nations pour qu'il les porte à la connaissance des membres de la Société, cette politique de non-intervention est expressément dénoncée comme un blocus de fait du gouvernement espagnol.

« Ces notes, ainsi que celles qui y sont jointes, donnent des preuves de la façon dont l'accord de non-intervention est mis en pratique. Je ne veux pas fatiguer l'assemblée par le récit des faits réunis dans ces documents.

« Je désire simplement ajouter que depuis que ces notes ont été remises aux puissances signataires, et au moment même où je préparais à Genève cette intervention à l'Assemblée, j'ai reçu de mon gouvernement de nouvelles preuves circonstanciées et portant sur des faits tout récents, qui démontrent que, même aujourd'hui, l'accord de non-intervention soi-disant en vigueur, ne joue pas efficacement en ce qui concerne les rebelles. »

Le gouvernement républicain d'Espagne pose nettement la question:

« Les choses sont arrivées à un point tel que le gouvernement constitutionnel d'Espagne demande à votre gouvernement s'il s'est rendu compte que l'embargo sur l'exportation d'armes à un gouvernement légitime et la tolé-

rance de fait d'une intervention directe de l'Italie et de l'Allemagne en faveur des factieux sont en train de créer un précédent d'une extrême gravité dans l'ordre international... Le gouvernement espagnol, convaincu que votre gouvernement ne voudra pas admettre une violation si inouïe du droit et des pratiques internationales, qui servirait de base à une politique introduisant en Europe la loi de la violence sans frein et mettant en grave péril la paix mondiale, en donnant un coup mortel au principe de la sécurité collective, demande la levée de l'embargo institué sur l'exportation d'armes destinées au gouvernement espagnol et l'interdiction rigoureuse de la fourniture de matériel de guerre aux rebelles. »

Restera-t-on sourd à cet appel ?

20 octobre 1936.

Agir pour lever l'embargo !

Ainsi le gouvernement de notre pays vient de confirmer sa position dite de non-intervention dans les affaires d'Espagne.

Il estime que rien ne peut ni ne doit être changé, étant donné que le « climat international » n'a pas varié.

Je ne veux pas « forcer » les décisions récentes de l'I.O.S. et de la F.S.I., pas plus que celle du Conseil national. Certes, il faut reconnaître loyalement que ces résolutions ne demandaient pas au gouvernement français, *seul*, agissant par décision *unilatérale*, le retour à la liberté commerciale sans restriction pour l'Espagne républicaine. Mais, en revanche, je ne les interprète pas d'une façon abusive si je dis qu'elles attendaient du gouvernement de notre pays une initiative concertée avec une initiative britannique.

Pour déterminer une telle initiative concertée, il faut *agir* et non pas attendre, passivement, un revirement de la part du gouvernement britannique. Il faut, par une *action diplomatique, vigilante et persuasive*, amener le gou-

vernement britannique à une plus exacte compréhension des événements.

J'ai la conviction que cela n'a pas été fait; que cela n'a même pas été tenté, parce que le Quai d'Orsay, encore une fois, est enlisé dans la politique de non-intervention et que, « installé » dans cette politique, il n'en conçoit pas d'autres.

Or, attendre une évolution du gouvernement britannique, *agissant* de son *propre mouvement*, de sa *propre initiative*, c'est se fermer les yeux devant les réalités.

Plus que jamais l'introduction massive du matériel et des munitions de guerre s'impose et l'entrave de l'embargo doit être levée.

Rien ne serait plus funeste que de laisser croire que les républicains sont maintenant définitivement pourvus. La guerre est une grande consommatrice de matériel, d'obus et de cartouches, et il faut assurer un renouvellement constant et permanent que seule la liberté d'approvisionnement peut assurer et garantir. Un matériel disparate, hétérogène, ne se répare pas, ne s'entretient pas facilement. La rapidité d'usure est considérable.

Il faut sans cesse penser à ces détails techniques qui ont leur valeur.

En outre n'oublions pas que *maintenant* les fascistes espagnols occupent des positions formidables. Toute cette épine dorsale de l'Espagne constituée par les Sierras de Guadarrama et de Grédos qui coupent le milieu de la péninsule en s'étendant de la vallée du Douro à la vallée du Tage est entre leurs mains. Pour les déloger — et nous n'en sommes pas là encore, hélas ! — il faudra du matériel lourd, du matériel offensif moderne, et cela ne s'obtient que par les fournitures régulières des industries d'armement.

C'est pourquoi j'insiste pour que ce traité de commerce franco-espagnol, qui faisait de l'industrie française la pourvoyeuse du matériel de l'armée espagnole, ne soit pas suspendu, mais au contraire exécuté. Ce n'est pas, encore une fois, de *l'intervention*. C'est de la pratique commerciale normale.

Nous en revenons toujours à la même « revendication » : la levée de l'embargo.

Mais que l'on se hâte: que notre diplomatie ne reste pas inerte devant le Foreign Office; qu'elle parle enfin fermement. Notre pays est le plus immédiatement, le plus directement intéressé à ce que la dictature fasciste ne s'installe pas en Espagne. A lui de prendre les initiatives nécessaires pour déterminer le « climat international » favorable. Autrement c'est toujours la duperie, sinistre, sanglante, qui continue. Assez ! Assez !!

17 novembre 1936.

Seule une politique ferme sauvera la Paix !

La résistance efficace opposée par les républicains espagnols à l'offensive de Franco sur Madrid va déterminer une recrudescence de l'intervention directe du fascisme international dans la péninsule ibérique.

Franco ne peut espérer vaincre si on le laisse réduit à ses actuelles forces. Le soutien dont il a bénéficié — en dépit du pacte de non-intervention — depuis le début du conflit, n'est même plus suffisant pour forcer la victoire. Il faut encore davantage. Les semaines passent et la république espagnole, qui a été au bord du gouffre, développe son potentiel militaire, industriel, économique. Une véritable armée du peuple, encadrée, entraînée, se constitue. Une meilleure conjugaison des opérations militaires s'effectue. L'offensive sur le front nord, avec pour objectif Vittoria et Burgos, menée par les Basques, peut soulager Madrid. La diversion venant du sud, sur le Tage, en direction de Talavera et de Tolède, procède du même dessein.

De plus, le gouvernement républicain se préoccupe aussi de réunir les meilleurs facteurs politiques de la victoire. Il n'est pas possible d'élever une cloison étanche entre la conduite de la guerre et le développement progressif de la République.

Cette conception de la liaison de la guerre et du mouvement révolutionnaire est fort nette en Catalogne. Mais j'ai pu constater qu'elle n'est nullement absente des préoccupations du gouvernement central, installé à Valence. La république espagnole en guerre s'achemine vers une République sociale en tenant compte des diversités des régions de la péninsule ibérique et de leur degré très inégal de développement économique.

Aussi la situation actuelle se présente sous un jour plus favorable qu'il y a quelques semaines. Ce renversement a été obtenu grâce — il faut le dire — à la décision claire, énergique de la Russie soviétique, reprenant efficacement sa liberté d'action devant les violations répétées du pacte de non-intervention par les Etats fascistes. Cette attitude de la Russie soviétique a sauvé l'Espagne républicaine. C'est la conviction absolue de tous nos camarades espagnols, qu'ils appartiennent aux divers partis ouvriers, à l'U.G.T., à la C.N.T. ou aux partis républicains. Je n'ai relevé, sur ce point, aucune discordance.

Je pense, par conséquent, que cette décision de la Russie soviétique a été la réplique judicieuse et pertinente à la politique suivie par les puissances fascistes.

Mais les gouvernements français et britannique maintiennent obstinément leurs vues concordantes. La politique dite de non-intervention semble même être devenue une condition essentielle de l'entente franco-britannique — en ce qui concerne le problème espagnol. Ils s'accrochent toujours à l'idée de la « non-ingérence », à la notion de « neutralité » et ils veulent organiser un contrôle sincère de la non-intervention.

On entrerait ainsi dans une deuxième phase de la politique de non-intervention, mais cela exige l'application de mesures devant lesquelles on recule déjà, comme on a reculé devant l'application normale des règles du droit international au projet du gouvernement républicain d'Espagne, expression de la souveraineté populaire, comme on a reculé devant l'interprétation exacte véritablement « sociétaire » du pacte de la S.D.N.

En effet, un contrôle effectif exige le blocus réel des côtes d'Espagne et du Portugal — et non pas seulement une surveillance renforcée à la frontière des Pyrénées.

Je ne crois pas que l'on soit décidé à aller jusqu'à ces obligations nécessaires.

Ainsi les gouvernements français et britannique manifestent toujours leur impuissance, soit à faire prévaloir la solution du respect de la liberté commerciale sans restriction pour le gouvernement républicain d'Espagne, solution réclamée dès l'origine du conflit par l'I.O.S. et la F.S.I., soit à garantir l'observation d'une neutralité générale et absolue.

Cette situation ne peut se prolonger. Elle est essentiellement dangereuse pour la paix ; elle est d'autant plus redoutable que le piétinement de Franco incite Hitler et Mussolini, devant nos indécisions et notre incapacité d'adopter et de soutenir une ligne de conduite cohérente et claire, à intensifier leur intervention directe dans la péninsule ibérique.

Voilà le *fait* qui met la paix en péril. C'est contre ce *fait* qu'il faut agir.

Je reprends la dernière résolution des Exécutifs de l'I.O.S. et de la F.S.I. qui « *déclare que le maintien de la paix, intérêt suprême des masses travailleuses de tous pays et qui, par conséquent, se place en tête des préoccupations des gouvernements à direction et à participation socialiste, ne saurait être assuré que si la démocratie oppose une attitude ferme au chantage et aux menaces fascistes* ».

L'heure est venue d'adopter cette attitude ferme. Léon Blum, dans son dernier discours à la Chambre sur la politique internationale, envisageait le moment où il faudrait peut-être dire *non* en présence d'une entreprise trop menaçante pour les conditions de la paix.

Cette entreprise, elle est là, sous nos yeux, elle se déroule inexorablement, systématiquement.

Il faut dire *non* aujourd'hui car c'est sans doute encore la paix ; attendre davantage, c'est aller vers la guerre.

23 décembre 1936.

L'agression germano-italienne contre la République espagnole

La politique dite de non-intervention n'a pas empêché la reconnaissance du général Franco et de la junte de Burgos par l'Allemagne et l'Italie.

La politique dite de non-intervention n'empêche pas les incidents navals de se multiplier le long des côtes de la péninsule ibérique et de créer ainsi un état de tension international dangereux pour la paix.

La politique dite de non-intervention n'a pas empêché l'intervention directe croissante de l'Allemagne et de l'Italie contre le gouvernement républicain d'Espagne. Au contraire, plus la France et l'Angleterre manifestent leur volonté conjuguée et solidaire de rester fidèles à la « non-intervention », plus les puissances fascistes apportent de hâte et de diligence à fournir matériel, armes, munitions aux rebelles.

Mais l'intervention directe se traduit maintenant par des envois massifs, des transports de contingents militaires, d'unités militaires constituées et encadrées. On doit même remarquer que cette intervention qui constitue une véritable agression de l'Espagne républicaine par l'Allemagne hitlérienne et l'Italie mussolinienne s'est développée depuis les propositions d'établissement d'un contrôle effectif général de la « non-intervention » par les gouvernements français et britannique.

Tous ces faits indéniables permettent donc de conclure avec notre camarade Jean Delvigne, secrétaire du *Parti ouvrier belge* dans un article du *Peuple* de Bruxelles, reproduit par les *Informations internationales* de l'I.O.S., que « *la comédie de la non-intervention n'a plus que trois scènes : Paris, Londres et Bruxelles* ».

Tous ces faits indiquent la nécessité impérieuse et urgente d'apporter une modification profonde dans la politique internationale de la France.

Il n'est plus possible de rester dans le cadre, sur le plan, dans lequel on s'est enfermé, dans lequel on s'est placé, puisque la politique dite de non-intervention n'a atteint

aucun des objectifs que ses protagonistes les plus fervents lui assignaient.

Il faut donc d'abord que le gouvernement de la République française reprenne sa liberté d'action, qu'il mette fin au régime exceptionnel de l'embargo sur les armes et le matériel à destination de l'Espagne républicaine, qu'il applique le traité de commerce franco-espagnol signé il y a quelques mois et à l'heure actuelle suspendu.

Il n'y a plus de motifs, il n'y a plus l'ombre d'un prétexte pour se refuser à cette solution.

Nous sommes en présence d'une véritable agression de la République espagnole par l'Allemagne et l'Italie. Le pacte de la S.D.N. est ouvertement violé.

Il faut défendre le pacte de la S.D.N. Je crois que sur ce terrain l'accord peut être rétabli entre tous les éléments constitutifs du Front populaire et le gouvernement lui-même.

Comment pourrait-il en être autrement? Le programme du Front populaire est formel sur ce point; il réunit l'adhésion de tous les partis, de tous les groupements, de la C.G.T. unifiée.

La violation du pacte de la S.D.N. quand il s'agit de l'Espagne républicaine, serait encore plus inique et encore plus lourde de conséquences que la violation du pacte quand il s'est agi de l'Ethiopie, quand il s'est agi de la Mandchourie.

Et, à ces moments-là, nous n'avons pas en France de gouvernement de Front populaire.

7 janvier 1937.

L'action de Solidarité

L'amélioration de la situation militaire en faveur des républicains d'Espagne a éveillé en nous un sentiment de joie. Les efforts tenaces et courageux du gouvernement républicain de Valence commencent à porter leurs fruits; la constitution d'une véritable armée du peuple, tâche délicate, poursuivie au milieu de difficultés multiples (que l'on se représente en effet toutes les difficultés provenant à la fois de la sédition militaire de juillet enlevant au gouvernement républicain la plupart des institutions militaires de la nation, les ressources de l'armée régulière, la possession de plusieurs arsenaux et fabriques d'armes, et aussi de la politique dite de non-intervention qui a entravé si gravement l'approvisionnement en matériel de guerre de la République espagnole), augmente la confiance que nous n'avons jamais perdue dans l'issue finale de la lutte. Mais quelle gratitude devons-nous à ce peuple, à tout ce peuple, qui s'est sacrifié pleinement, totalement, pour constituer le barrage contre le fascisme international.

Malgré un optimisme raisonné et justifié, ne croyons pas toutefois que la victoire décisive soit là, toute proche. Non, ce serait entretenir des illusions trop commodes, trop faciles. Le développement même de la guerre en Espagne, la politique d'intervention directe croissante, l'agression cynique des puissances fascistes, ne permettent pas d'aboutir, malheureusement, à de telles conclusions.

Mussolini est engagé dans « sa » nouvelle guerre. Il ne lâchera la partie que devant une volonté énergique mettant fin à toute cette succession d'atermoiements, de tentatives vaines et toujours déjouées de contrôle.

Nous signalions l'autre jour la décision de la conférence des Internationales socialiste et syndicale réunies à Londres. Est-ce qu'après l'expérience des semaines que nous venons de vivre, après Guadalajara, le devoir n'est pas de travailler, sans se prêter encore, encore (!!) à des délais, au rétablissement de la plénitude du droit international pour le gouvernement républicain d'Espagne, à l'application du pacte de la S.D.N., en imposant le retrait des unités mili-

taires italiennes et allemandes qui combattent sur le sol ibérique ?

Mais ce n'est pas seulement ces objectifs qu'il faut poursuivre sans relâche. N'oublions pas celui de la pression nécessaire sur les gouvernements démocratiques, sur celui de Grande-Bretagne et sur celui de notre pays, par un appel incessant à l'opinion publique, comme l'écrivait si justement notre camarade Bracke, dans le *Populaire* du 28 mars, dans son article que, tous, nous devrions avoir constamment sous les yeux : « *Plus de retardements* », l'action spécifique de la classe ouvrière, l'action directe, doit être intensifiée pour l'Espagne républicaine. Et je ne parle pas seulement de l'action de secours, de solidarité, mais aussi de celle, plus particulièrement syndicale, qui est de nature à entraver l'approvisionnement des rebelles. Tout, absolument tout, doit être combiné pour assurer la victoire de nos camarades espagnols — sans oublier non plus ce redoublement de propagande antifasciste à l'intérieur même du front fasciste, qui produit ses effets.

De toutes parts, les appels se multiplient pour toutes les formes d'assistance à l'Espagne républicaine. Mais il convient de mentionner tout particulièrement l'appel récent des camarades socialistes et communistes : Jean Delvigne, secrétaire du Parti ouvrier belge, délégué permanent de l'I.O.S. en Espagne; André Marty, secrétaire de l'I.C.; Julius Deutsch, de la social-démocratie d'Autriche, ancien ministre de la Guerre de la République autrichienne; Franz Dahlem, ancien député au Reichstag; Luigi Gallo, ancien député de Montecitorio.

Je le cite, car il n'y a pas de meilleure conclusion à cet article :

« *Nous vous appelons à combattre sans répit le fascisme dans vos pays. Nous attendons de vous une action de solidarité envers les combattants de la liberté. Nous réclamons de vous des actions résolues pour empêcher la continuation de l'intervention militaire du fascisme contre le peuple espagnol et pour rendre à son gouvernement tous les droits internationaux d'un gouvernement légitime.*

« *Développez un puissant mouvement des masses populaires dans tous les pays pour le retrait de toutes les troupes*

fascistes du territoire espagnol, pour le retrait des trimoteurs et des aviateurs allemands et italiens qui sèment la mort parmi les femmes et les enfants, pour le départ des navires de guerre fascistes qui collaborent avec les navires pirates des rebelles et favorisent le bombardement des villes de la côte.

« *Empêchez le transport de troupes et de matériel de guerre destiné à l'Espagne par Hitler et Mussolini.*

« *Tout pour la défaite du fascisme espagnol et du fascisme international ! Tout pour l'aide au Front populaire espagnol et au gouvernement légitime de la République espagnole.* »

3 avril 1937.

De la « Non-Intervention » à la « Médiation »

Nous suivons le déroulement de la lutte qui, en Biscaye, oppose cet admirable peuple basque aux forces coalisées du fascisme international. Intervention directe italienne à Malaga et à Guadalajara, intervention directe allemande sur la Jarama; ici, intervention italo-allemande.

Les atrocités de Durango et de Guernica ont fini (enfin) par émouvoir l'opinion publique. Rendons pleine justice au Labour Party, qui, en ce qui concerne le ravitaillement de Bilbao en vivres, a fait reculer le gouvernement conservateur. Il y a eu dans toute la Grande-Bretagne un sursaut d'indignation après les déclarations hypocrites de Baldwin. Marquons le point.

Il faut toujours revenir au problème politique. Et, à chaque instant, on s'aperçoit des vices de la « non-intervention ».

En fait, elle est devenue, selon les termes de la délégation britannique en Espagne, la « meilleure arme au service de Franco ».

Elle l'est devenue d'autant plus que, du jour où on s'est laissé prendre dans cet engrenage, du jour où la faute initiale et fondamentale a été commise : *mettre sur le même plan le gouvernement républicain issu de la souveraineté populaire et les factieux*, on n'a pas cessé de s'enliser dans l'ornière. La « non-intervention », telle qu'elle a été pratiquée, s'est même souvent changée en intervention *contre* le gouvernement républicain d'Espagne.

Nous démontrerons, en effet, que, même *dans le cadre de la politique de non-intervention, même en se plaçant dans cette situation*, le gouvernement républicain d'Espagne a été injustement traité.

En fait, on considère le général Franco comme un chef de gouvernement, bien qu'il ne soit pas reconnu théoriquement. *En fait*, on lui reconnaît les droits de belligérant. *En fait*, on a favorisé les exportations de produits venant des zones soumises à son autorité.

Au contraire, le gouvernement républicain d'Espagne s'est vu imposer des conditions désavantageuses et fort lourdes pour le régime des relations commerciales, *même en dehors de l'embargo sur le matériel de guerre*.

Nous savons même que, dans certaines sphères administratives, des sympathies pour les fascistes d'Espagne se manifestent et nous savons aussi que, souvent, les interprétations les plus défavorables pour l'Espagne républicaine sont présentées et soutenues par nos agents diplomatiques, qu'il s'agisse de la portée de l'accord de non-intervention, de la question de l'or de la Banque d'Espagne, etc., etc.

Tout cela est intolérable.

Cela d'autant plus que des manœuvres se dessinent pour une « médiation » qui ne peut que se résoudre en un compromis absurde, illusoire, que repousse d'ailleurs *tout* le gouvernement de la République espagnole, *tout* le peuple espagnol.

Certains sont certainement mus par des considérations d'humanité quand ils parlent de médiation. Mais il faut voir la réalité politique.

D'abord la médiation, *toujours*, met sur le même plan gouvernement républicain, issu de la souveraineté populaire, et factieux soutenus par le fascisme international.

La médiation ne peut aboutir qu'à un compromis, incapable d'extirper de la péninsule ibérique les racines du fascisme. Or, avec raison, après tant de sacrifices, le peuple espagnol veut en finir avec sa réaction fasciste. Il serait véritablement lamentable, après une si tragique expérience, de retomber dans les mêmes errements qui ont précédé juillet 1936. Les démocraties sont-elles donc condamnées à être aveuglées devant le fascisme ?

La médiation est soutenue par certains cercles capitalistes parce qu'il s'agit d'empêcher l'Espagne républicaine d'aller hardiment dans les voies du socialisme. *Ni socialisme, ni fascisme*, mais un régime de conservatisme qui mette la révolution espagnole au cran d'arrêt.

La médiation est un moyen d'éviter l'application du pacte de la S.D.N., que les socialistes, plus que tous les autres démocrates attachés à la paix, doivent réclamer sans équivoque.

Nous voulons la paix et nous savons que la seule paix solide c'est la paix organisée et garantie par la sécurité collective et l'assistance mutuelle.

Toute défaillance sur ces points aboutit à fortifier les risques de guerre générale.

Il faut donc continuer notre action vers les objectifs que nous avons discernés dès le début et qui se résument ainsi : *Respect du droit du gouvernement républicain, issu de la souveraineté populaire; respect du droit international; respect du pacte de la S.D.N.; respect du libre développement de la République espagnole.*

20 mai 1937.

Triste bilan !

Les événements se déroulent en Espagne suivant l'orientation et la direction que nous n'avons cessé d'indiquer. Les puissances fascistes ayant clairement discerné l'importance de la péninsule ibérique pour leur plan d'invasion de l'Europe occidentale ont fomenté, appuyé, soutenu la sédition de généraux factieux. Elles ont — en dépit du pacte de non-intervention — abondamment ravitaillé en armes, munitions, matériel de guerre perfectionné leurs alliés fascistes d'Espagne. Elles ont assuré le transport et le débarquement des troupes maures et du « Tercio » (Légion étrangère) sur le continent. Elles ont envoyé des cadres, des techniciens, des spécialistes. Voilà pour les premières semaines de la guerre d'Espagne.

Malgré cet appui, malgré cette véritable intervention directe des Etats fascistes, Franco n'a pu forcer la victoire. L'offensive sur Madrid fut arrêtée et une période critique commença pour lui. En novembre 1936, crise d'effectifs de son côté, qui explique la stagnation et le piétinement.

Mais les puissances fascistes n'hésitèrent pas à intensifier leur appui et, toujours en dépit du pacte de non-intervention et malgré leur adhésion au principe de retrait des « volontaires », des contingents militaires, des unités encadrées et constituées débarquèrent en Espagne. Ce furent les offensives du Jarama, de Malaga, de Guadalajara. De véritables corps expéditionnaires italo-allemands opérèrent sur le sol espagnol. Ils continuent.

Puis, sous prétexte de « contrôle », les flottes allemande et italienne coopérèrent activement à toute une série d'opérations militaires contre les ports du littoral méditerranéen soumis à leur surveillance. Depuis « l'organisation » de ce contrôle, il ne se passe pas de jour sans qu'il soit signalé de véritables actes de guerre provenant des navires allemands et italiens. Je me souviens qu'au mois de mars dernier, à la conférence socialiste et syndicale de Londres, la délégation espagnole, soutenue par plusieurs délégués, avait déjà dénoncé ceux qu'ils appelaient les *agresseurs-contrôleurs*.

Et nous voici maintenant entrés dans une phase d'agression encore plus cynique : le combat d'Ibiza et les bombardements du littoral méditerranéen par les unités navales allemandes, le torpillage du *Ciudad-de-Barcelone* par un sous-marin italien, achèvent la démonstration.

Va-t-on encore répéter que la politique dite de non-intervention a permis de garder au conflit espagnol un caractère local et interne ? La politique dite de non-intervention a-t-elle empêché l'Allemagne et l'Italie de reconnaître le gouvernement de Franco ? La politique dite de non-intervention a-t-elle ralenti ou atténué l'appui prêté par l'Allemagne et l'Italie aux rebelles ?

Allons donc ! Del Vayo a pu répondre l'autre jour à Genève à M. Delbos en ces termes : « *Je ne peux m'abstenir de faire remarquer que les progrès de la politique de non-intervention n'ont pas empêché l'intervention italienne et allemande de se transformer en une véritable et criminelle agression réalisée par des contingents et du matériel introduits en Espagne dans des proportions dépassant de beaucoup les prévisions les plus pessimistes.* »

En présence de la situation, il faut, naturellement, garder tout le sang-froid nécessaire, mais le sang-froid n'est pas l'aveuglement : il suppose la vigilance et la décision. Répétons-le aujourd'hui, avec toujours plus de conviction : *on ne fait pas reculer la guerre en reculant devant les créateurs de guerre.*

C'est pourquoi, aujourd'hui, il faut restituer au gouvernement républicain d'Espagne *tous ses droits*. C'est pourquoi, aujourd'hui, il faut réclamer inlassablement de la S.D.N. l'accomplissement de son devoir fixé par les règles du pacte.

Mais pour sortir la S.D.N. de l'ornière où elle est enlisée, pour lui restituer force et vie, un *acte*, une *initiative* s'impose aujourd'hui à notre gouvernement de Front populaire.

Mais c'est la guerre, diront peut-être certains. Au contraire, c'est le moyen de rétablir la paix en déterminant un redressement salutaire et vivifiant des Etats démocratiques, en ranimant le potentiel de la S.D.N. Mais il faut vouloir et oser.

Juin 1937.

Les réalisations du Gouvernement espagnol

La République espagnole est en train de donner au monde un magnifique exemple de courage et de volonté.

Le gouvernement de Valence fait face à tous les problèmes les plus complexes et surmonte les difficultés les plus lourdes.

J'ai souvent entendu beaucoup de critiques à l'adresse de nos camarades espagnols relatives au défaut d'organisation et aux lacunes que présentait l'action du gouvernement républicain. Elles ne tenaient pas compte des circonstances et des situations tragiques auxquelles il avait fallu parer, vaille que vaille.

Le gouvernement républicain a pris en main la conduite d'une guerre dont il sait qu'elle sera longue. Il envisage cette perspective avec sang-froid, avec ténacité. Il se refuse à envisager toute médiation, tout compromis. Le peuple espagnol est prêt à tous les sacrifices pour sauver sa République.

Il concentre tous ses efforts sur la constitution et le perfectionnement de cette armée nationale, émanation du peuple ouvrier et paysan. La création de cette armée est un véritable prodige. J'ai pu mesurer tout le chemin parcouru depuis les premières semaines de la guerre. La phase des « colonnes », constituées par les partis politiques ou les organisations syndicales, phase héroïque et glorieuse, est révolue. Contre une agression minutieusement préparée et développée, il a fallu mettre sur pied totalement un appareil militaire complet avec tous les services multiples nécessaires.

Il a fallu constituer les cadres, amalgamer, coordonner, instruire les éléments disparates. Œuvre gigantesque qui n'est pas encore terminée, mais qui est en bonne voie. A l'heure actuelle, les fronts sont tenus, fortifiés, aménagés. Plus de 500.000 hommes représentent l'effectif de l'armée et plus de 500.000 hommes constituent les disponibilités qu'il faut armer, instruire, encadrer.

On voit les difficultés de cette tâche quand on sait les effets néfastes de la « non-intervention », qui entrave gravement toujours l'approvisionnement indispensable de cette armée.

L'effort du gouvernement pour accroître la production de guerre a été remarquable. Les usines fonctionnent, mais, pendant longtemps encore, la production de guerre espagnole sera insuffisante, et de beaucoup, pour alimenter des fronts aujourd'hui étendus et surtout pour suffire à des offensives générales et combinées.

C'est pourquoi la question de la liberté commerciale reste une revendication essentielle du gouvernement républicain.

Mais la guerre ne se mène pas seulement au *front*.

Il y a un problème de l'arrière. Il faut briser l'activité, les agissements de la « cinquième colonne », expression consacrée qui dénomme l'espionnage fasciste avec toutes ses ramifications.

Il faut cordonner toutes les forces nationales et populaires pour la guerre et cela oblige le gouvernement républicain à une centralisation nécessaire, qui se heurte parfois à des résistances explicables par les caractères mêmes de l'Espagne.

Il faut résoudre toutes ces difficultés. Le gouvernement s'y emploie activement et en même temps il doit s'occuper du ravitaillement des populations civiles dans les zones de guerre, de leur évacuation, de l'entretien des centaines de mille de réfugiés dans la Catalogne et les provinces du Levant.

Mais le tableau de l'action du gouvernement serait encore incomplet si nous n'y ajoutions ses efforts pour la diffusion de l'instruction, pour limiter l'analphabétisme demi-vaincu, pour développer l'économie industrielle et rurale, pour protéger les trésors artistiques, pour créer une vie culturelle.

La République espagnole vit des heures tragiques, mais une épopée glorieuse, au cours de laquelle se forge tout un grand peuple, toute une grande nation renouée.

Nos devoirs envers l'Espagne républicaine

Le gouvernement de Valence, le gouvernement de la République, expression du Front populaire, le gouvernement d'union antifasciste, à direction socialiste, le gouvernement au sein duquel se trouvent réunis les représentants qualifiés des partis républicains, du Parti socialiste et du Parti communiste, est critiqué, voire attaqué avec violence au nom des intérêts de la Révolution. On va même parfois plus loin encore..

Ceux qui adoptent cette attitude, tout à fait préjudiciable à la cause de l'Espagne républicaine, oublient tout simplement, ou négligent, les obligations qui découlent de la conduite d'une guerre, dans une situation particulièrement difficile.

Non, le gouvernement de Valence ne s'éloigne pas de la « Révolution », mais il fait face à des circonstances redoutables, exceptionnelles. Il fait la guerre qui lui est imposée par l'agression du fascisme international, et la guerre ne se fait pas sans la subordination totale et absolue — surtout dans une guerre de défense révolutionnaire, comme c'est le cas — de tous les particularismes, de tous les corporatismes, de tous les individualismes — même les plus explicables historiquement — aux nécessités d'une direction centrale, cohérente, homogène, politique, militaire, technique, économique. Pas de conduite vigoureuse de la guerre sans une armature militaire solide incompatible avec des formations disparates, sans lien entre elles, sans encadrement, sous l'autorité de groupements politiques ou syndicaux.

Justement, un des grands mérites du gouvernement républicain d'Espagne est d'avoir substitué aux « formations miliciennes », certes, héroïques, mais insuffisantes comme valeur militaire, une véritable armée du peuple, instruite et disciplinée.

Pas de conduite victorieuse de la guerre sans une production de guerre, coordonnée et régularisée, mise à l'abri d'expériences hasardeuses.

Pas de conduite victorieuse de la guerre sans un commandement militaire unique, sans un état-major central, sans une direction politique et économique de la nation tout entière, tendue vers le même objectif : *gagner la guerre*.

Pas de conduite victorieuse de la guerre sans la répression de cet espionnage fasciste, si perfectionné, dont les infiltrations s'étendent partout, sans la destruction de la « cinquième colonne », sans cet assainissement de l'arrière, qu'il faut discipliner comme le « front ».

Pour faire prévaloir ces principes, le gouvernement de Valence a rencontré beaucoup de résistances, des oppositions, parfois plus. Il les a brisées, et il a bien fait, dans l'intérêt de la République et du mouvement révolutionnaire en Espagne.

Pour la conduite victorieuse de la guerre, il faut une union antifasciste la plus large possible, telle que le précise heureusement le programme d'action commune des Partis socialiste et communiste, et elle serait irrémédiablement compromise si les socialistes français appuyaient dans le Front populaire espagnol, et même dans le Parti socialiste, des tendances et des courants les uns contre les autres.

Notre fonction est autre; elle consiste à obtenir des gouvernements démocratiques — et plus particulièrement du nôtre — une politique d'assistance mutuelle au bénéfice de la République espagnole.

Tant que nous n'aurons pas obtenu cela, notre fonction demeurera telle et aucune autre préoccupation, si légitime soit-elle, ne devra l'affaiblir, car, ne l'oublions pas, la République espagnole est toujours en guerre et il faut gagner la guerre si l'on veut sauver la République et développer la Révolution.

5 octobre 1937.

Ouvrez la frontière !

Depuis quinze mois, sans trêve, sans relâche, sans répit, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour agir sur le gouvernement de Front populaire.

Et la situation ne se modifie pas, ne se rectifie pas, elle s'aggrave.

La frontière terrestre des Pyrénées reste fermée. Sait-on ce que cela signifie ? Depuis l'effondrement, qu'il fallait prévoir, du front nord, effondrement qui est la conséquence inévitable de la chute d'Irun en septembre 1936 (manque de munitions : celles-ci arrêtées sur le territoire français en raison de la « non-intervention » interdisant même le transit), de celle de Bilbao (manque d'aviation de chasse par suite de l'interdiction du stationnement des avions sur les aérodromes français), toutes les forces de Franco sont maintenant disponibles pour une offensive soit sur le front du centre, soit sur le front de l'est. Comment tenir encore, tenir une fois de plus, contre les troupes et le matériel du fascisme international ? Certes, il y a une armée républicaine organisée, qui a fait ses preuves, mais des batailles de cette ampleur nécessitent un ravitaillement continu en matériel et en munitions qui dépasse — et de beaucoup — la capacité de production industrielle de l'Espagne républicaine. Il a des réserves qui attendent toujours l'armement adéquat pour entrer en ligne.

Or, le ravitaillement par mer, qui, malgré des aléas, des risques, des difficultés énormes, a pu fonctionner (ce qui a permis à l'Espagne républicaine de tenir jusqu'à présent), va être coupé. Les nouvelles nous apprennent que les unités navales rebelles qui stationnaient dans la mer cantabrique, pour arrêter les secours à destination de Bilbao, Santander, puis de Gijon, de Musei, d'Aviles, vont rejoindre la Méditerranée.

Appuyée sur les Baléares, avec le concours des sous-marins « inconnus », des hydravions également « inconnus », la flotte fasciste va essayer le blocus des côtes de Motril à Port-Bou.

L'ouverture de la frontière est une nécessité urgente. Le territoire français est le vrai territoire de transit pour l'Espagne. Ouvrez la frontière !

Et je précise : que l'on veuille bien *fermer* effectivement la frontière de la Navarre et du pays basque. Car, et ceci est particulièrement scandaleux, le trafic pour Franco s'est toujours exercé de ce côté, malgré les protestations multiples des organisations politiques et syndicales.

Depuis quinze mois, on attend, on ajourne, on promet. Toutes les négociations se traduisent en fait par des coups portés à l'Espagne républicaine, traitée en paria, exclue du bénéfice du droit commun international.

Non, il ne nous est pas possible de contenir une indignation plus que justifiée; nous avons voulu « comprendre », rester « objectif »; nous avons dominé souvent l'expression de nos sentiments les plus intimes, les plus chers. Aujourd'hui, ce n'est plus possible; nous ne raisonnons pas hors du temps et de l'espace; il y a une politique qui continue et qui compromet les intérêts de la paix, de la démocratie, du socialisme, de la France et de l'Internationale.

Aucune considération ne nous en fera complice.

4 novembre 1937.

Union des démocraties et unité ouvrière ⁽¹⁾

Le maintien et la prolongation de la politique dite de non-intervention à propos de la guerre d'Espagne n'ont abouti qu'à multiplier les zones de conflit dans le monde. Cette politique, qui devait garantir la paix, démontre sa lamentable faillite. La guerre d'Espagne est devenue une véritable guerre internationale, une guerre d'agression ouverte du fascisme. L'Allemagne hitlérienne et l'Italie mussolinienne se sont chaque jour engagées de plus en plus à fond dans cette guerre, qui est bien leur guerre. L'enjeu

(1) Aux précédents articles parus dans la « Tribune libre » du *Populaire*, nous avons cru devoir joindre celui que publia le n° 16 de notre revue *Clarté* (Note des éditeurs).

n'est plus seulement la destruction de la République en Espagne. L'enjeu est de faire de l'Espagne, ou plutôt de la péninsule ibérique, un bastion pour l'offensive fasciste en Europe.

Les Etats fascistes veulent créer le cadre politique, territorial, économique, qui permettrait l'accomplissement de leur ambition.

La politique dite de non-intervention a compliqué gravement la situation internationale. L'Europe est façonnée aujourd'hui pour l'extension du fascisme.

Il y a un synchronisme évident entre l'agression ouverte italo-allemande en Espagne et les menaces qui se précisent pour la Tchécoslovaquie et même l'Autriche. La Tchécoslovaquie reste une position de la démocratie en Europe centrale. La technique de l'offensive fasciste, qui mise d'abord sur les révoltes intérieures, fomentées et soulevées par les Etats fascistes, et que l'on a vu expérimenter en Espagne, est maintenant connue. Elle peut être utilisée en Tchécoslovaquie comme en Espagne.

La Yougoslavie et la Roumanie, qui, avec la Tchécoslovaquie, constituaient la Petite Entente, sont de plus en plus enchaînées dans l'orbite hitlérienne et l'entente balkanique est, elle aussi, désarticulée.

Toute cette dissociation des forces de paix, susceptibles d'appuyer une organisation de l'Europe, basée sur la sécurité collective, est une conséquence de la néfaste politique de M. Laval. Mais il faut ajouter que les gouvernements de Front populaire en France, par leur politique d'abdication vis-à-vis des Etats fascistes, dans la guerre d'Espagne, par leur souci de rechercher un accord illusoire et chimérique avec l'Italie et l'Allemagne au détriment des principes du droit international et de la S.D.N., ont, eux aussi, une lourde part de responsabilité dans cette désagrégation qui profite aujourd'hui aux puissances fascistes.

Il y a encore un synchronisme certain entre les reculs successifs des Etats démocratiques en Espagne et la nouvelle agression japonaise contre la Chine. Et le fait que le Japon se trouve aujourd'hui lié à Rome et à Berlin par un « pacte » ne fait qu'illustrer cette constatation de la solidarité active sur tous les points du globe de la réaction fasciste sous ses formes les plus diverses.

Et, à l'occasion de la guerre chinoise, les mêmes événements, les mêmes faiblesses recommencent de la part de la France et de l'Angleterre. La conférence de Bruxelles n'a rien à envier au Comité de Londres.

Mais c'est dans le Nouveau Continent, également, en Amérique du Sud, que nous voyons se poursuivre l'offensive du fascisme. Le Brésil vient de manifester avec éclat sa volonté de servir les desseins du fascisme international.

Aussi, l'Europe, l'Asie, l'Amérique sont gravement atteintes. Et l'Afrique, par le Maroc septentrional et le nouvel Empire italien, n'est pas non plus épargnée. Partout le fascisme multiplie ses points d'appui. Partout est façonné encore une fois, non seulement l'Europe, mais le monde.

La politique de non-intervention n'a donc pas été une politique favorable à la paix; elle a, au contraire, provoqué des guerres; elle a accentué la tension internationale.

*
**

On a essayé également de justifier la politique dite de non-intervention par la nécessité de maintenir un accord étroit entre la Grande-Bretagne et la France. Je ne méconnaissais pas l'intérêt capital de cet accord. Mais, justement, on a agi de manière à enlever toute valeur, toute consistance pour la France à l'entente franco-britannique. Au lieu, dès le début de la guerre d'Espagne, d'exercer sur le gouvernement britannique une pression vigilante afin de lui faire comprendre l'impossibilité pour notre pays d'admettre l'installation du fascisme sur la frontière des Pyrénées, on a calqué servilement l'attitude du gouvernement français sur celle du gouvernement conservateur de Londres. Bien plus, pour répondre à ses vœux, c'est Paris qui a pris l'initiative de la non-intervention. Et, depuis, toujours Paris s'est aligné sur Londres. C'est même le gouvernement français de Front populaire qui a fourni à M. Eden les arguments adéquats pour combattre les partis libéraux et travaillistes favorables à la République espagnole. L'attitude du gouvernement français, loin de fortifier les courants d'opinion de l'Angleterre nettement hostiles à Franco, les a considérablement gênés.

Cela, d'ailleurs, n'a nullement empêché la Grande-Bretagne de se séparer nettement de la France en ce qui con-

cerne la politique suivie vis-à-vis du général Franco, avec lequel elle établit des rapports commerciaux, et nous voyons, en outre, se dessiner une opération redoutable : le rapprochement, la conjonction du capitalisme de la Cité avec l'hitlérisme.

La politique dite de non-intervention n'a pas fortifié les liens existants entre la Grande-Bretagne et la France. Elle a renforcé en Angleterre les tendances favorables au rapprochement avec l'Allemagne hitlérienne, avec l'Italie fasciste, au détriment de la démocratie européenne. Cela est le triste bilan de la faiblesse de la politique extérieure de la France, qui a, partout, découragé et affaibli les forces de paix dans le monde. Je suis convaincu que, dès l'origine de la guerre d'Espagne, une position claire, fixe, sans équivoque, du gouvernement français, aurait eu raison des indécisions d'abord, puis des résistances du gouvernement conservateur britannique, obligé, qu'il aurait été, de tenir compte de la puissance d'une fraction active et vivante du peuple britannique.

**

Enfin, pour justifier encore la politique de non-intervention, on a mis en avant la fameuse théorie qui consiste à rejeter les blocs idéologiques. Pas de blocs idéologiques ! C'est l'expression nouvelle de la politique des gouvernements démocratiques. Position insoutenable et qui ne tient aucun compte des réalités politiques et sociales.

Les blocs idéologiques sont une résultante de ce fait historique, qui est la lutte de classes, qui s'internationalise de plus en plus. Nier les blocs idéologiques équivaut à nier la lutte de classes elle-même, ainsi que la croissance des antagonismes de classe. Ce sont les Etats eux-mêmes, aujourd'hui, qui, plus ou moins directement, avec plus ou moins d'élan ou de résistance, suivant le rapport interne des forces sociales, participent à cette lutte fondamentale, soit dans un sens, soit dans l'autre. Qu'on le veuille ou non, la politique fasciste vise à la constitution de blocs d'Etats totalitaires. Et si les démocraties se refusent à s'organiser en fonction de cette réalité, elles s'isolent, elles se désarment. Les perspectives politiques nous conduisent, au contraire, à envisager des groupements d'Etats mettant en commun leurs forces pour contrebattre l'expansion du fascisme.

Pas de blocs idéologiques ! Formule vaine, qui mène à un véritable désarmement unilatéral des démocraties dans le monde et qui sape tous les efforts en vue d'établir la sécurité collective, condition de la paix.

La guerre d'Espagne a, au contraire, mis en relief le rayonnement international de l'idéologie fasciste et l'efficacité de la solidarité fasciste. Si les démocraties veulent vivre, elles doivent s'unir entre elles. S'unir ou périr.

**

Est-il possible d'opérer encore ce redressement de politique internationale si nécessaire ? Oui, à la condition de se hâter et de sortir enfin des indécisions.

Au plus vite, il faut en finir avec la politique de non-intervention, mensonge et duperie, et apporter une aide effective à la République espagnole. La défaite du fascisme en Espagne est une nécessité politique française, une obligation pour la démocratie internationale.

L'ouverture de la frontière des Pyrénées pour les républicains, sa fermeture rigoureuse pour les rebelles, telles sont les deux mesures immédiates qui s'imposent.

En outre, il faut restituer à l'entente franco-britannique son véritable sens de *collaboration* en vue de la paix et non de *subordination* de la France à la politique égoïste et aveugle du gouvernement conservateur...

Il faut donner tout son effet au pacte franco-soviétique et, autour de lui, établir tout un réseau de pactes régionaux rentrant dans le cadre de la S.D.N.

Il faut associer la Grande-Bretagne à ce système de sécurité collective et d'assistance mutuelle.

Pour cela la République française doit apparaître partout comme le champion du pacte de la S.D.N. Il faut prendre devant les organismes genevois toutes les initiatives hardies qui redonnent confiance aux Etats, aujourd'hui en plein désarroi.

Cette politique extérieure peut encore sauver la paix. A l'œuvre, donc, pour la formation d'une coalition des forces pacifiques du monde, décidées à faire front contre les agresseurs.

Il appartient spécialement à la classe ouvrière du monde entier de conjuguer tous ses efforts pour exercer sur les

gouvernements démocratiques une pression vigoureuse et efficace. L'unité d'action prolétarienne internationale est une condition essentielle pour pousser les gouvernements démocratiques dans cette voie.

Union des démocraties, unité toujours plus resserrée du mouvement ouvrier, telles sont les obligations les plus impérieuses qui se dégagent de l'analyse de la situation mondiale.

Novembre 1937.

Cet article était écrit avant les entretiens Chautemps-Delbos-Chamberlain-Eden à Londres. Je n'ai rien à changer à ces lignes et j'éprouve, malgré l'optimisme de certains, les mêmes craintes vis-à-vis de la politique britannique qui influence hélas ! la politique française.

1^{er} décembre 1937.